

# Douloureuses mais nécessaires

La crise était l'invitée d'honneur de la cinquième conférence économique germano-luxembourgeoise qui s'est déroulée hier à la Chambre de commerce. Un panel d'experts, triés sur le volet, ont évoqué la nécessité de réformes, même si elles s'avèrent douloureuses.

■ La crise globale est un test mais aussi une chance, ont souligné hier les experts présents à la Chambre de commerce, devant plus de 300 personnes présents à la cinquième conférence économique germano-luxembourgeoise organisée par la Chambre de commerce, l'ambassade d'Allemagne et la Debelux. Car les turbulences actuelles permettront la mise en place de régulations nécessaires depuis longtemps. «L'économie et les finances ne sont pas une fin en soi», a souligné l'ambassadeur allemand Hubertus von Morr, mais il «en va de la responsabilité des acteurs par rapport à la société et aux personnes».

Jürgen Stark, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), a souligné que la crise actuelle rendait impossible des projections concrètes. En effet, selon lui, le mélange et l'intensité des turbulences se sont hissés à un niveau jamais vu auparavant – à tel point que les mécanismes d'analyses ne suffisent pas. «Les projections se basent sur des modèles qui ne peuvent pas prendre en compte tous ces problèmes spécifiques», explique Jürgen Stark.



La crise est une chance pour corriger les excès, estime Jürgen Stark (Photo: Michel Brumat)

Mais cette année deviendra l'année des ajustements, parfois douloureux, avoue l'économiste, qui souligne que 2009 sera aussi une chance pour aller de l'avant et corriger les excès du passé.

Car la crise est issue de défaillances de l'économie de marchés et des marchés mais aussi de la politique. Néanmoins, les pouvoirs politiques ne devraient pas utiliser la crise pour «surréguler» mais pour créer un cadre pour

des produits financiers qui échappaient jusqu'ici à tout contrôle.

L'année 2009 sera aussi l'année d'une croissance négative – cela sur tous les trimestres, estime Jürgen Stark. Néanmoins, il reste confiant et pense qu'un retour graduel de l'économie devrait surgir en 2010. ces projections sont bien sûr provisoires, car «il n'y a pas un jour où je ne m'attends pas à de mauvaises nouvelles», déplore l'expert.

En ce qui concerne la politique monétaire, la BCE a déjà enfoncé des records et l'économiste a souligné que la marge de manœuvre se rétrécit. Par ailleurs, la Banque – mais aussi les pouvoirs politiques – doivent prendre en compte les conséquences de leurs actes. «Des mesures à court terme ont des conséquences à long et moyens termes qu'il faudra régler», prévient M. Stark. Par exemple, des taux d'intérêt trop bas peuvent décupler l'inflation lorsqu'ils sont relevés.

## 2009 devrait être une année de désinflation

L'inflation européenne devrait rester très basse cette année, avoue l'économiste – parlant de désinflation – et il souligne que le mouvement n'est pas à confondre avec la déflation mais qu'il résulte simplement d'une correction d'inflation excessive.

Malgré les taux d'intérêt historiquement bas, la Banque centrale détient encore plusieurs cartouches, précise-t-il. Le cas d'une «bad bank» éventuelle devra être très bien étudié et ne s'applique pas à chaque pays mais l'apure-

ment des comptes bancaires reste néanmoins une priorité.

L'évolution des déficits publics est à prendre très au sérieux et les Etats doivent penser à une stratégie de sortie avoue l'économiste: «Nous sommes arrivés aux limites en Europe».

Jean Guill, directeur du Trésor en passe de devenir directeur de la CSSF à partir de juin, a pour sa part mentionné l'importance d'une concertation des régulateurs financiers au niveau européen. Il a souligné que les régulateurs s'adaptent constamment aux nouvelles données mais qu'il n'existe pas de solution miracle.

Thomas von Danwitz, juge à la Cour européenne, a de son côté aussi souligné qu'une centralisation des régulateurs au niveau européen était une option mais qu'il fallait aussi intensifier les échanges d'informations entre instances nationales. Selon lui, le renforcement de la régulation est inévitable, notamment pour les agences de rating, les hedge funds et le private equity.

Claude Kremer, président de l'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement (ALFI) a profité de l'occasion pour souligner la bonne position de l'industrie des fonds au Grand-Duché, qui a subi des pertes suite à la crise financière, mais qui se tient très bien par rapport aux autres places mondiales, selon lui.

Pierre Gramegna, directeur de la Chambre, a par ailleurs annoncé son soutien au plan conjoncturel de presque 700 millions d'euros, décidé par le gouvernement luxembourgeois.

■ Ronny Wolff